

STATUTS

JH₂

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
(SARL)

AU CAPITAL SOCIAL DE 200,00 €

SIEGE SOCIAL : 19 B CHEMIN DU GOUFFRE 94710 SAINT-PIERRE

SOCIÉTÉ EN COURS DE CONSTITUTION AU RCS DE SAINT-PIERRE

Entre les soussignés :

La société SARL LJ&K CONSEIL,
au capital de 100,00 €
dont le siège social est situé au 19 B chemin du gouffre - 97410 SAINT-PIERRE,
immatriculée au RCS de SAINT-PIERRE sous le numéro 93339514700012,
représentée par Madame Lucinda Murielle GONTHIER, agissant en qualité de Gérante

ci-après dénommée "l'Associée",

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société à responsabilité limitée qu'elle a décidé d'instituer.

TITRE I : FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIÈGE - DURÉE

ARTICLE 1 – Forme

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 – Objet social

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'exercice d'activités de multiservices dans le domaine du bâtiment, à l'exclusion des travaux d'électricité, de plomberie, de couverture et d'étanchéité ;
- La réalisation de prestations par ses propres moyens ou par voie de sous-traitance ;
- L'achat, la vente, la location et le négoce de tous matériels, matériaux et produits liés à ses activités ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation ou le développement.

ARTICLE 3 – Dénomination sociale

La société prend la dénomination de **JH2**

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à responsabilité limitée » ou de l'abréviation « SARL » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – Siège social

Le siège social est fixé : 19 B chemin du gouffre 97410 SAINT-PIERRE

Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision de la gérance, sous réserve de ratification par les associés lors d'une Assemblée Générale ordinaire.

ARTICLE 5 – Durée

La société est établie pour une durée de 99 ans, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2026.

ARTICLE 7 - Comptes Courants

La Société peut recevoir de l'associé unique, personne morale, et/ou de la gérance, des fonds en dépôt sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances , notamment leur rémunération, leur durée et leurs modalités de remboursement sont fixées par l'associé unique, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 8 – Apports

Apport en numéraire

La société LJ&K CONSEIL, immatriculée au RCS de SAINT-PIERRE sous le numéro 933395147, représentée par Madame Lucinda Murielle GONTHIER, apporte à la Société la somme de deux cent euros,

Ci.....200,00 euros.

Lesdits apports correspondent à 200 (cent) parts sociales de 1,00 (un) euro chacun, souscrites en totalité et entièrement libérées.

Les fonds correspondants aux apports en numéraire seront déposés par chacun des associés, sur le compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de la banque du Crédit Agricole.

Un certificat de dépôt des fonds a été établi par la banque et est joint au dossier de constitution de la société.

Le total des apports formant le capital social est donc de 200,00 € (deux cent euros), répartis entre les associés comme suit.

ARTICLE 9 - Capital social

Le capital est fixé à la somme de : 200,00 (deux cent) euros divisés en 200 parts sociales de 1,00 (un) euro chacune, numérotées de 1 à 200, attribuées en totalité à la société LJ&K CONSEIL, intégralement libérées.

Ces 200 (deux cent) parts sont attribuées à l'associée unique :

- à concurrence de 200 (deux cent) parts numérotées de 1 à 200 en rémunération de son apport en numéraire.

ARTICLE 10 - Modification du capital social

10-1. Augmentation du capital

Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'associé unique, personne morale, ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective extraordinaire, en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature, ou par incorporation de bénéfices ou de réserves, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'augmentation de la valeur nominale des parts existantes.

La décision relevant de l'associé unique personne morale est prise par l'organe compétent de cette dernière, conformément à ses propres règles de gouvernance.

10-2. Réduction du capital social

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associé unique, personne morale, ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective extraordinaire.

Cette décision est prise par l'organe compétent de l'associé unique personne morale, selon ses règles internes.

10-3. Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

Si, à la suite de pertes constatées dans les comptes, le montant des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social, l'associé unique, personne morale, ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire, décide, dans un délai de quatre mois à compter de l'approbation des comptes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société devra, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui où la perte a été constatée, réduire son capital afin de reconstituer les capitaux propres à hauteur d'au moins la moitié du capital social, sauf si la reconstitution est intervenue auparavant.

Les décisions relatives à ces mesures sont prises par l'organe compétent de l'associé unique personne morale, conformément à ses statuts et règles de gouvernance.

ARTICLE 11 - Représentation des parts sociales - Obligations nominatives

11-1. Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent pas être représentées par des titres négociables.

La Société peut, le cas échéant, émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie, sous réserve du respect des dispositions légales en vigueur.

Ces parts, dépourvues de valeur nominale, ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts d'industrie sont attribuées à titre personnel, ne peuvent être cédées, et sont annulées en cas de décès de leur titulaire ou de cessation des prestations convenues.

11-2. Obligations nominatives

La Société peut émettre des obligations nominatives, sans recours à une offre au public, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, sous réserve :

- D'avoir désigné un commissaire aux comptes ;
- Que les comptes des trois derniers exercices de douze mois aient été régulièrement approuvés.

La décision d'émettre des obligations est prise par l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective ordinaire.

Les obligataires sont, le cas échéant, regroupés en une masse dotée de la personnalité morale, représentée selon les modalités prévues dans le contrat d'émission.

Ils peuvent être consultés par voie d'assemblée ou tout moyen prévu par les textes applicables.

ARTICLE 12 - Cession

12-1. Cession

- Les cessions de parts sociales doivent être constatées par écrit.
- La cession n'est opposable à la Société que si elle est notifiée dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil, ou si un original de l'acte de cession est déposé au siège social, contre remise par le Gérant d'une attestation de dépôt.
- Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et la publication au Registre du commerce et des sociétés (RCS).
- Tant que la Société demeure unipersonnelle, les cessions ou transmissions de parts sociales par l'associé unique sont libres, quelle que soit la qualité du cessionnaire.
- En cas de pluralité d'associés, les cessions de parts sociales, à titre onéreux ou gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, même entre associés, sont soumises à l'agrément préalable de la majorité des associés représentant au moins la moitié du capital social.

12-2. Procédure d'agrément

Lorsque l'agrément des associés est requis, et que la Société comporte plusieurs associés, le projet de cession doit être notifié à la Société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans les huit jours suivant la dernière des notifications, la Gérance doit convoquer une assemblée des associés afin qu'elle délibère sur le projet de cession, ou procéder à une consultation écrite des associés.

La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

12-3. Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

En cas de refus d'agrément, les associés sont tenus, dans un délai de trois mois à compter dudit refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts sociales concernées, au prix fixé d'un commun accord entre les parties, ou à défaut, selon les modalités prévues par l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la Société.

Toutefois, le cédant ne peut invoquer cette obligation d'achat ou de rachat s'il détient ses parts depuis moins de deux ans, sauf si ces parts lui ont été transmises par succession, liquidation de communauté entre époux, ou donation de son conjoint, ascendant ou descendant.

En cas de recours à l'expertise prévue à l'article 1843-4 du Code civil, le cédant peut renoncer à la cession si le prix fixé ne lui convient pas.

Cette renonciation doit être notifiée par écrit dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du prix fixé.

À défaut, son consentement au prix fixé est réputé acquis, sauf opposition expresse dans ce même délai.

En dehors de toute expertise, le cédant peut également renoncer à la cession dans les 30 jours suivant la notification du refus d'agrément.

Le délai de trois mois mentionné ci-dessus peut être prolongé une ou plusieurs fois par décision de justice, à la demande de la Gérance, sans excéder six mois au total.

La Société peut également, avec l'accord du cédant, décider de procéder au rachat des parts par voie de réduction de capital, au prix convenu entre les parties ou fixé selon les dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Un délai de paiement, d'une durée maximale de deux ans, peut être accordé à la Société par décision de justice, sur justification.

Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

ARTICLE 13 - Indivisibilité des parts sociales

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises doivent désigner l'un d'eux comme mandataire commun pour les représenter auprès de la Société.

À défaut d'accord, le mandataire est désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent, conformément aux dispositions légales.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Cependant, les titulaires de parts sociales dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés, et notamment prévoir, sous réserve du droit, pour l'usufruitier, de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats, que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier pour toutes les décisions autres que l'affectation des résultats.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la Poste faisant foi de la date d'expédition.

Quel que soit le titulaire des droits de vote, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives.

Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

ARTICLE 14 - Décès ou incapacité d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'associée unique ou l'un des associés.

TITRE III - GERANCE

ARTICLE 15 - Nomination de la Gérance

La société est gérée par :

- Madame Lucinda Murielle GONTHIER, née le 25 août 1989, demeurant au 19B chemin du Gouffre - 97410 SAINT-PIERRE,

Elles sont nommées co-gérantes pour une durée indéterminée, à compter de ce jour.

Les gérantes disposent des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux associés par la loi ou les présents statuts.

ARTICLE 16 - Pouvoirs de la Gérance

16-1 - Gestion de la Société

Le ou les Gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Chacun d'eux peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Le ou les Gérants sont expressément habilités à mettre les présents statuts en conformité avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision de l'associé unique personne morale dans les conditions prévues pour l'adoption des décisions ordinaires conformément aux présents statuts.

16-2 - Pouvoirs de la Gérance à l'égard des tiers

La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet social, dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Dans ses rapports avec les tiers, la Gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

En cas de pluralité de Gérants, chacun d'eux peut, individuellement, faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique.

16-3. Représentation de la Société

Dans ses rapports avec les tiers, la Gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

ARTICLE 17 - Cessation des fonctions des Gérants

Le ou les Gérants sont révocables par décision de l'associé unique personne morale ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

En cas de pluralité d'associés, un Gérant peut également être révoqué par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des Gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation.

Le Gérant peut également démissionner de ses fonctions, sous réserve de prévenir l'associé unique personne morale ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés, trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des Gérants n'entraîne pas la dissolution de la Société.

L'associé unique personne morale (ou les associés s'ils sont plusieurs) procède au remplacement du ou des Gérants sur convocation soit du Gérant restant en fonction, soit, en cas de carence, du Commissaire aux comptes s'il en existe un et s'il a été désigné dans le cadre d'un audit classique, soit par un Mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Si, pour quelque cause que ce soit (décès, démission, révocation, etc.), la Société se trouve dépourvue de Gérant ou si le Gérant unique est placé sous tutelle, l'associé unique personne morale peut procéder, le cas échéant, à la révocation du Gérant unique et, dans tous les cas, à la désignation d'un ou plusieurs Gérants.

En cas de pluralité de Gérants, chacun d'eux peut, individuellement, faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique.

ARTICLE 18 - Rémunération de la gérance

La rémunération des gérants, qu'elle soit fixe, variable ou exceptionnelle, est déterminée par décision de l'associé unique, personne morale.

À défaut de décision expresse, les gérants exercent leurs fonctions à titre gratuit.

ARTICLE 19 - Conventions entre la Société et la Gérance ou un associé

19-1 Conventions réglementées

1- Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales (article L 223-20 du Code de commerce), qui interviennent directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés, sont soumises à la procédure d'approbation prévue par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, un Gérant, un administrateur, un Directeur Général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance, est également associé ou Gérant de la SARL.

2- Lorsque la Société n'est pas pourvue de Commissaire aux comptes désigné dans le cadre d'un audit classique, il est statué sur les conventions qu'un Gérant non associé envisage de conclure avec la Société selon les dispositions légales applicables.

3- La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associée unique, Gérant ou non. Toutefois, le Gérant non associé ou le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.

4- Les conventions conclues par l'associée unique ou par le Gérant non associé doivent être répertoriées dans le registre des décisions de l'associée unique.

19-2 Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des Gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV - DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE OU DES ASSOCIES

ARTICLE 20 - Décisions de l'associée unique ou des associés

1- L'associé unique personne morale exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi aux associés réunis en assemblée générale. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

2- Les décisions de l'associé unique personne morale sont constatées dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que le registre des procès-verbaux des assemblées.

3- En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

r- Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 21 - Information de l'associée unique ou des associés

- Chaque associée a accès aux documents sociaux et à l'information dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.
- Chacune peut, à toute époque, consulter au siège social les documents relatifs aux trois derniers exercices sociaux, dans les limites fixées par la loi.

TITRE V - CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 22 - Commissaires aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements, que ce soit dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal applicable aux petites entreprises. Elle demeure facultative dans tous les autres cas.

En cas de pluralité d'associés, la désignation d'un Commissaire aux comptes peut également être décidée par une décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Par ailleurs, une minorité d'associés représentant au moins un tiers du capital peut obtenir la nomination d'un Commissaire aux comptes par simple demande motivée adressée à la Société.

Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il est nommé, exerce ses fonctions dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

TITRE VI - COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

ARTICLE 23 - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux dispositions légales et aux usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice social, la Gérance établit l'inventaire des éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également les comptes annuels, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Un rapport de gestion est établi par la Gérance si la Société remplit les conditions rendant ce rapport obligatoire.

Ce rapport présente notamment la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants survenus entre la clôture et la date de son établissement, l'existence éventuelle de succursales, ainsi que les activités de recherche et développement.

ARTICLE 24 - Affectation et répartition des résultats

Le résultat net de l'exercice est constitué par les produits de l'exercice, déduction faite des charges, amortissements et provisions.

Sur ce résultat, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % pour constituer la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10 % du capital social. Ce prélèvement reprend si la réserve légale vient à descendre au-dessous de ce seuil.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes affectées à la réserve légale ou aux autres réserves statutaires ou décidées par les associés, et augmenté du report à nouveau bénéficiaire.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique lorsque la Société n'a qu'un seul associé. En cas de pluralité d'associés, la répartition du bénéfice entre les associés est décidée par l'assemblée générale, dans les proportions fixées par celle-ci, et sauf disposition statutaire contraire.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit intervenir dans un délai maximum de neuf (9) mois suivant la clôture de l'exercice, sauf prolongation autorisée par décision de justice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider d'affecter tout ou partie des sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres deviennent ou resteraient, à la suite de cette distribution, inférieurs au montant du capital social augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

TITRE VII - PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 25 - Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'associé unique ou la collectivité des associés doit se prononcer sur la prorogation de la Société.

La décision de proroger ou non la durée de la Société est prise dans les conditions prévues pour les modifications statutaires.

ARTICLE 26 - Dissolution - Liquidation

1- La Société est dissoute de plein droit à l'expiration de sa durée statutaire, sauf prorogation décidée régulièrement, ou par survenance de toute autre cause légale de dissolution.

2- Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé personne morale, la dissolution, quelle qu'en soit la cause, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il soit procédé à la liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers.

3- Lorsque la Société comprend un associé personne physique ou plusieurs associés (personnes physiques ou morales), la dissolution entraîne l'ouverture de la liquidation. La dénomination sociale est alors suivie de la mention « Société en liquidation » ; les actes et documents émanant de la Société doivent en faire mention.

Le ou les liquidateurs sont désignés par la décision prononçant la dissolution, ou, à défaut, par décision de justice à la demande de tout intéressé.

À compter de la dissolution, les fonctions du ou des Gérants prennent fin, ainsi que, le cas échéant, celles du Commissaire aux comptes. La collectivité des associés conserve les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale pour les besoins de la liquidation.

Le ou les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, apurer le passif, et répartir le solde net entre les associés, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

ARTICLE 27 - Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VIII - FORMALITES

ARTICLE 28 - Personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

Conformément à la loi, la Société ne jouit de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Tous pouvoirs sont donnés à tout porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts, ainsi que de toutes autres pièces nécessaires, pour effectuer les formalités de constitution, notamment la déclaration au greffe, la publication légale et l'immatriculation de la Société.

ARTICLE 29 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux résultant de la constitution de la Société, seront à la charge de la Société. Ils seront comptabilisés en « frais d'établissement » et pourront être amortis sur les premiers exercices sociaux, avant toute distribution de dividendes.

ARTICLE 30 - Option pour l'impôt sur les sociétés

Conformément à l'article 206, 3 du Code général des impôts, l'associée unique déclare opter pour l'impôt sur les sociétés.

Fait à SAINT-PIERRE

Le 18 mars 2026

En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Madame Lucinda Murielle GONTHIER

« Lu et approuvé, bon pour acceptation des fonctions de Gérante »

*Lu et approuvé, bon pour acceptation
des fonctions de gérante*

